

L'ONU veut que l'Allemagne (entre autres) accueille un million de migrants par an pendant 30 ans...

écrit par Laveritetriomphera | 22 octobre 2016



Le 2 Octobre 2015

– [Peter Sutherland](#) est le représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour les migrations internationales. Il est un ardent défenseur des droits des migrants, et pour les mesures visant à augmenter les fonds alloués aux migrations pour les pays d'origine et d'accueil, ainsi que pour les migrants eux-mêmes – il s'emploie à favoriser la coopération quant à la protection des migrants touchés par des crises et à assurer que ces derniers soient les maîtres de leur devenir. M. Sutherland a été [procureur général d'Irlande](#), il a été [commissaire européen à la concurrence](#), et il a été directeur général du [GATT](#) (Accord Global sur les Tarifs douaniers et le Commerce) et de l'[OMC](#) (Organisation mondiale du commerce).

Alors que le monde fait face à la plus grande crise migratoire depuis la seconde guerre mondiale, des milliers de personnes fuient les conflits armés et la persécution, et elles risquent leur vie pour se mettre à l'abri en Europe et ailleurs. Le [Centre d'actualité de l'ONU](#) étudie avec M. Sutherland, les moyens à mettre en œuvre pour remédier à cette situation d'urgence complexe.

Nous aurions dû savoir, et nous devrions savoir, que là où des conflits terribles ont lieu, actuellement comme par le passé, de très importants flux migratoires en résultent inévitablement.

Centre d'actualité de l'ONU : peut-on trouver une échappatoire quant à la crise migratoire actuelle en Europe ?

Peter Sutherland : Vu sous cet angle : aucune solution simple n'existe, nous ne disposons pas de baguette magique, mais beaucoup d'actions pourraient être entreprises et nous devrions nous prendre par la main pour améliorer la situation. Il faut le faire, surtout pour les personnes qui sont dans une telle souffrance, en un mot les migrants eux-mêmes.

Centre d'actualité de l'ONU : que peut-on faire à court terme pour les réfugiés actuellement ?

Peter Sutherland: Oui, beaucoup d'actions pourraient être entreprises. Premièrement, un certain nombre de migrants sont logés dans des endroits infects, appelés camps. Les normes sont très dissemblables suivant les lieux d'accueil. Récemment, 15 jours avant notre entretien, j'étais à Calais [France][NDT : mais ce camp est complètement illégal], et tout ce que je peux dire de ce camp, est qu'il était, et qu'il est, innommable quant à l'hygiène, les conditions sanitaires, la façon dont les gens vivent. J'ai visité d'autres camps mieux que celui-là. Mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés quant au problème d'accueil des migrants.



À Calais, en France, des milliers de migrants et de réfugiés – dont beaucoup ont fui les conflits et les persécutions au Soudan, en Érythrée, en Somalie, en Afghanistan et en Syrie – sont hébergés dans cette installation de fortune, appelée « la jungle », dans des conditions extrêmement difficiles, sans habitation décente ou accès à des installations sanitaires. [HCR](#) Olivier Laban-Mattei

Et nous pouvons également agir pour ceux qui se trouvent dans des camps situés dans les pays les plus proches des zones de combat ayant lieu en Syrie, comme le Liban et la Turquie. Ces deux pays sont prioritaires, mais la Jordanie, où un grand nombre de réfugiés devraient et méritent d'être aidés, est concernée. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés [HCR], comme de nombreux organismes bénévoles, fait actuellement un excellent travail, mais on pourrait faire plus.

Centre d'actualité de l'ONU : le conflit syrien dure depuis cinq ans. Quelle est la raison de cette migration soudaine vers l'Europe ?

Peter Sutherland : Quiconque regarde la télévision avec les reportages sur la nature terrible du conflit, peut facilement

comprendre que des gens, en particulier ceux qui ont des enfants, n'ont pas d'autres choix que de fuir.

Le nombre phénoménale de personnes qui fuient est la conséquence inévitable d'un conflit terrible.

Nous aurions dû savoir, et nous devrions savoir, que là où des conflits terribles ont lieu, actuellement comme par le passé, des flux migratoires très importants en résultent inévitablement.

Nous devons également reconnaître que nous avons non seulement le devoir moral, mais l'obligation légale de protéger les migrants. Et ceux qui ne sont pas des réfugiés comme les personnes qui fuient les persécutions, et qui sont des migrants économiques, sont également dignes d'intérêt non seulement par respect de leurs droits, mais aussi du fait d'un « engagement constructif » quant au phénomène migratoire dans son ensemble.



Des migrants syriens arrivent sur l'île grecque de Lesbos – principal point de passage pour les réfugiés en Europe – après une traversée périlleuse sur un bateau pneumatique depuis la Turquie. [HCR/Andrew](#)

L'Europe continue ses palabres, et le reste du monde également, avec comme réponse au problème, **comme si la population de migrants en question était au-delà de la capacité d'absorption d'un continent comme l'UE (qui compte plus de 500 millions de citoyens), de ne pouvoir faire face à la situation. Cette réponse est tout simplement fausse. Les chiffres sont minuscules si on les compare à la population totale de l'union européenne.**

Et dans la lignée, l'Europe n'est pas la seule dans le monde à être concernée par le phénomène migratoire. En vertu de la [Convention de 1951 \[sur les réfugiés\]](#) ... **les migrants doivent être pris en charge par le monde entier,** donc par les États-Unis, le Canada, l'Amérique latine, l'Asie et l'Europe. La proximité géographique ne définit pas le niveau de responsabilité des nations concernées.

Le monde doit se ressaisir eu égard aux événements ayant lieu en **Afrique du Nord [également]**. Il ne faut pas faire l'impasse sur d'autres parties du monde non plus : **Érythrée, Afghanistan. Les zones de conflit sont nombreuses et provoquent le départ obligé de personnes qui ont droit à la protection.**

Centre d'actualité de l'ONU : il existe une différence notable dans la façon de traiter le problème des réfugiés actuellement si on se réfère, par exemple, à l'après seconde guerre mondiale, ou aux boat-people vietnamiens. Pourquoi la situation est-elle si différente aujourd'hui et que peut-on faire pour changer cela ?

Peter Sutherland : Eh bien, en tout premier lieu, j'ajouterai que la situation n'est pas partout la même. En Europe, par exemple, lors de la crise récente, certains ont répondu par un énorme élan de sympathie – ils ont pris les gens dans leurs bras, les ont hébergés chez eux, ils les ont nourris. Je me suis rendu dans des camps à Rome, où des ménages ordinaires

ont agi spontanément et de façon très admirable.

[Mais] dans le débat européen, il existe des sphères où sévit l'activisme politique, que je qualifierais de raciste et de xénophobe, et qui [devraient] être condamnées.



Pour endiguer l'afflux de réfugiés, certains pays européens ont fermé les points de passage dans leur territoire, comme le gouvernement hongrois, qui a construit une clôture le long de sa frontière avec la Serbie, et a institué une loi criminalisant l'entrée illégale dans le pays. HCR / Mark Henley

Je ne crois pas que l'attitude de ces pays soit emblématique de l'Europe – elle ne représente pas mon Europe, elle ne fait pas l'unanimité sur le continent, elle n'est pas représentative des valeurs humanistes reconnues par l'ONU, par les conventions et par les lois des Nations Unies. Cette attitude n'est pas non plus digne de cette Europe qu'est l'union européenne.

Et nous avons vu des leaders politiques tels que le président [de la Commission européenne] Jean-Claude Juncker, et nous

devons l'admettre, telle que [la chancelière allemande] Angela Merkel, et des gouvernements suédois successifs, je cite ces personnes juste à titre d'exemples, qui ont été extrêmement généreux et sans a priori dans leur réponse.

Donc, nous ne devrions pas uniquement nous focaliser sur les quelques partis minoritaires qui à mon avis, ne sont représentatifs que d'une forme de nationalisme qui doit être condamnée au regard de notre histoire, et de l'Europe telle qu'elle est actuellement.

Centre d'actualité de l'ONU : vous avez passé du temps avec les réfugiés. Avez-vous des histoires à nous raconter où des personnes qui vous ont marqué ?

Peter Sutherland: Oui oui. J'ai été ému par des gens que j'ai rencontrés. J'ai été abasourdi de la constance des problèmes que [les migrants] et leurs enfants ont eu à surmonter et qu'ils soient parvenus à [me les] faire comprendre, dans une langue qui n'est pas la leur. Et je n'ai aucun doute que **si leurs voix étaient davantage entendues dans nos médias** que celles tonitruantes de certains partis politiques nationalistes marginaux, si généreusement reprises dans ces mêmes médias, **la réaction de l'humanité au problème migratoire serait plus constructive.**

Je m'explique, je suis stupéfait qu'il ait fallu une photo terrible d'un enfant gisant sur une plage pour que la politique publique change, [alors que] nous avons perdu, au cours des dix dernières années, des milliers et des milliers d'enfants, de mères et de pères.

Les chiffres et les statistiques sont sans appel. Et pourtant, ces politiciens qui n'ont rien fait, face à une situation dont ils avaient connaissance, et qui aurait pu être étalée au grand jour par l'intermédiaire de milliers de photos, changent d'avis si facilement quand une image est publiée dans les journaux. Donc, je pense qu'il est temps pour les leaders politiques de reconnaître, dans certains pays, pas dans tous,

que la volonté politique de résoudre le problème des migrants s'est fait attendre. L'histoire jugera, et nous allons devoir rendre sérieusement des comptes quant à la façon dont nous avons traité cette crise majeure, et le tribunal de l'histoire sera sévère à juste titre.

Nous sommes en réalité en mesure de faire face à ce problème en Europe. Nous détenons 29 % de la richesse mondiale. Nous sommes nombreux. Nous avons effectivement des problèmes démographiques qui nous obligent à faire appel à davantage de main d'œuvre, à ne pas baisser les quotas d'actifs, les migrants sont là pour combler ce manque afin que nos systèmes économiques ne fléchissent pas.

Centre d'actualité de l'ONU : pouvez-vous développer ?

Peter Sutherland : Eh bien, prenons l'exemple de l'Allemagne. Ce pays a le taux de fécondité le plus bas au monde [NDT : Faux en 2015 c'était [Singapour](#), l'Allemagne est 206ème sur 224, devant la Hongrie et l'Italie]. Ce taux de fécondité, si faible, ne peut être compensé que par l'arrivée d'un million de migrants par an au cours des 30 prochaines années, pour que le nombre de retraités et de travailleurs s'équilibre dans l'avenir en Allemagne.

Cependant, l'Allemagne a bien réagi face à ce problème. Je ne pense pas, en toute sincérité, que l'attitude de l'Allemagne soit le résultat d'un calcul. Je pense que Mme Merkel est motivée par le devoir moral dont elle ne s'est pas cachée. Et je l'ai entendue, personnellement s'exprimer sur la question. Et je la crois. Mais je pense qu'un facteur économique est sous-jacent, lequel se pose également dans d'autres parties de l'Europe, en particulier en Espagne, en Italie et au Portugal, pays qui devront faire face, sans émigration, à des problèmes économiques majeurs.

[Vidéo : Le représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU Peter Sutherland s'exprime sur la crise migratoire, et sur les](#)

moyens pour que les nations et leurs citoyens acceptent et protègent les réfugiés.

Nous devons donc apprendre, qu'appartenir à l'humanité, fait de nous des individus qui doivent se montrer humains envers tout le monde, et avec une possibilité d'acceptation que certains semblent incapables de concevoir.

Nous ne pouvons actuellement refuser le droit de vivre dans la société à certaines personnes du fait de leur race ou de leur religion [NDT : quand ce sont les musulmans qui refusent ce droit aux autres ?]. Nous devons partager certaines valeurs, mais nous n'avons pas à avoir un patrimoine génétique commun pour autant.

Centre d'actualité de l'ONU : connaissez-vous des instances qui agissent là où les gouvernements sont absents, ou des interventions de particuliers (personnes ou groupes) que vous qualifieriez d'exemplaires ?

Nous sommes ainsi en mesure de faire face au problème des migrants en Europe. Nous détenons 29 % de la richesse mondiale. Notre population est nombreuse. Nous avons effectivement des problèmes démographiques qui nous obligent à faire appel à un nombre croissant [jamais à la baisse] de migrants, pour compenser le manque d'actifs de nos pays, afin de maintenir notre économie [NDT: et le chômage en Europe ?].

Peter Sutherland : Eh bien, encore une fois, pour revenir à Calais, je suis étonné par le nombre de petites ONG [organisations non gouvernementales], beaucoup d'entre elles viennent de Grande-Bretagne et ont traversé la Manche, pour apporter une aide véritable à ce camp, un camp qui, je le répète, est infect.

Je pense que des ONG sont présentes partout dans le monde, beaucoup d'entre elles sont religieuses, comme le Croissant [rouge] islamique et des ONG catholiques. Je travaille avec l'une d'entre elle – je suis président de la Commission Internationale Catholique pour les Migrations, [CICM](#). On

dénombrer beaucoup d'organisations de ce type qui fournissent une aide appréciable.

J'ai appris qu'une entreprise, prenant conscience de l'ampleur des problèmes des migrants, a en quelques jours récolté auprès de ses employés près de 2 millions \$, qu'elle a remis à une agence de l'ONU.

Ainsi la société civile est bien plus généreuse, que la population – y compris les dirigeants – ne veulent bien l'admettre.

http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52126#.WAs_GjLp0u5

Centre d'actualité de l'ONU : vous avez écrit que, sur 20 millions de réfugiés dans le monde, seuls 100 000 bénéficient par an du [programme de réinstallation du HCR](#). Comment changer cela ?

Peter Sutherland : les chiffres de l'accueil incriminent la société, car seulement quelques migrants sont réellement installés sur la base d'un quota annuel. L'accueil tel que je le comprends signifie la réinstallation de personnes hébergées dans des camps non situés dans leur pays d'origine, et qui doivent être reçues ailleurs dans le monde.

Pourquoi devons-nous attendre de la Turquie, du Liban et de la Jordanie, comme je l'ai déjà mentionné, qu'ils doivent supporter la plus grosse partie du fardeau ? Pourquoi ne pouvons-nous pas reloger beaucoup plus [de personnes] [NDT : PS oublie-t-il à dessein les états du golfe ?] ? Les chiffres réels sont dramatiques.

Centre d'actualité de l'ONU : que dites-vous aux gouvernements ?

Peter Sutherland : je vais demander aux gouvernements de coopérer, de reconnaître que la souveraineté nationale est une

illusion, qu'elle est un mirage absolu qui doit être dépassé. L'époque où nous pouvions nous cacher derrière des barrières et des frontières est révolue. Nous devons travailler et coopérer de concert pour un monde meilleur. Cela signifie passer outre certains vieux principes, des vieux clichés et images d'Épinal quant à notre propre pays, tout en reconnaissant que nous faisons partie de l'humanité dans son ensemble.

Traduit de l'anglais par Lavéritétrionphera.

Source

:

[http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52126#.WAYH80uvir
V](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52126#.WAYH80uvirV)